



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Chine

Question au Gouvernement n° 3997

Texte de la question

SITUATION AU TIBET

M. le président. La parole est à M. Lionnel Luca, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Lionnel Luca. Monsieur le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, aujourd'hui, c'est le nouvel an tibétain. Mais, pour les Tibétains, les années se suivent et se ressemblent. Mieux, elles s'aggravent puisque, depuis près d'un an, une vingtaine de moines tibétains se sont immolés, la plupart très jeunes, pour protester contre l'aggravation de la répression des autorités chinoises, en violation complète de tous les engagements pris par le gouvernement chinois, il y a trois ans, pour accueillir les Jeux olympiques.

Ainsi les moines du monastère de Kirti ne sont plus que 600 sur les 2 600 présents il y a encore un an. Le 23 janvier dernier, dans le Sichuan, la police a ouvert le feu, faisant un mort et plusieurs blessés. Le 31 janvier, des Tibétains revenant de pèlerinage au Népal, à Lhassa, ont été arrêtés avant d'être envoyés vers une destination inconnue. Et la semaine dernière encore, une jeune nonne de dix-huit ans s'est immolée à son tour. Décédée dans un hôpital militaire, son corps n'a pas été remis à sa famille.

Le vice-président chinois de la région dite autonome du Tibet, Hao Peng, a déclaré que " la guerre et la force [étaient] essentielles pour maintenir la sécurité dans les régions tibétaines ". Cette région est d'ailleurs interdite aux touristes depuis le 2 février.

Bien que l'auto-immolation soit condamnée par le Dalaï Lama, elle démontre à l'évidence le désespoir croissant des jeunes Tibétains.

Depuis 1964, grâce au général de Gaulle, la France entretient des relations privilégiées avec la Chine, relations que le Président de la République comme vous-même, monsieur le ministre d'État, avez confortées, notamment en vous y rendant souvent - ce que n'a d'ailleurs jamais fait le candidat socialiste à la présidence de la République. (*Murmures sur les bancs du groupe SRC.*)

Dans ces conditions, comptez-vous utiliser ces bonnes relations pour exiger la fin de la politique de la répression au Tibet et faire en sorte qu'un véritable dialogue se noue entre le Dalaï Lama et les autorités chinoises ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le député, je connais votre engagement de longue date pour la cause tibétaine. Les faits que vous relatez sont parfaitement exacts. Et si nous ne pouvons les vérifier sur le terrain puisque, vous le savez, les zones concernées sont interdites, y compris aux diplomates, toutes les informations concordent.

Je partage votre tristesse devant l'immolation par le feu d'une vingtaine de jeunes nonnes et de jeunes moines. Cet acte terrible en dit long sur le désespoir de la population tibétaine dans une négociation bloquée.

Que demandent les Tibétains ? Tout simplement, vous l'avez rappelé, le respect de l'identité culturelle et religieuse de leur peuple, dans le respect de l'intégrité territoriale de la Chine.

Nous disons très clairement aux autorités chinoises que le traitement sécuritaire actuel et la brutalité de la répression conduisent à une impasse. Seul le dialogue pourra permettre de parvenir à une solution durable.

Outre nos prises de parole qui, vous le savez, sont régulières et sans ambiguïté - les dernières datant des 19 et 25 janvier -, nous agissons dans deux directions.

M. François Loncle. C'est faux !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. À menteur, menteur et demi, ce n'est pas faux, c'est exact et j'en ai la preuve.

M. François Loncle. Montrez-la !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Ces deux directions sont le soutien aux associations tibétaines dans le cadre d'un partenariat concret, avec la société civile et les ONG, mais aussi la mobilisation de nos partenaires européens. En effet, l'unité de la position de l'Union européenne est très importante dans le dialogue que nous conduisons avec ce pays sur les droits de l'homme - et de nouvelles démarches, je puis vous l'assurer, seront faites en ce sens.

La Chine, vous l'avez rappelé, est une nation puissante que tout dirigeant européen ou tout candidat à des fonctions importantes devrait avoir à cœur de visiter.

M. Nicolas Forissier. C'est sûr !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Nous sommes attachés au partenariat stratégique que nous développons avec elle, mais je puis vous assurer que rien ne fera renoncer la France à son combat pour l'universalité des droits de l'homme. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Lionnel Luca](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (6^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3997

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 23 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 février 2012